



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

climat

Question au Gouvernement n° 3437

Texte de la question

COP21

M. le président. La parole est à M. Laurent Degallaix, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Laurent Degallaix. Monsieur le Premier ministre, le Président de la République a indiqué que nous pourrions mesurer le résultat définitif de la COP21 à l'aune de la signature de l'accord définitif – dont il a précisé qu'il devait être contraignant, point de vue que nous partageons tous et toutes dans cet hémicycle.

Néanmoins, plus le temps passe, plus nous avons l'impression que les perspectives de cet accord s'éloignent. J'en veux pour preuve l'intervention de John Kerry qui, dans la lignée du protocole de Kyoto, a annoncé qu'un tel accord était tout à fait inacceptable et impossible à réaliser. Je constate à ce propos que ce sont toujours les pays qui polluent le plus qui se montrent les moins enthousiastes pour trouver des solutions permettant de préserver notre planète.

Par ailleurs, voilà quelques semaines, nous avons accueilli dans cet hémicycle le président du Parlement panafricain, qui est venu s'exprimer au nom des 54 chefs d'État qu'il représente. Nous l'avons écouté longuement mais l'avons-nous entendu ? *Quid* de la subvention de 5 milliards d'euros annuels promise par la communauté internationale pour être à la hauteur des enjeux du continent africain, notamment de ceux qui concernent l'électrification, sujet particulièrement sensible qui tient grandement à cœur à notre ami Jean-Louis Borloo et dont les dirigeants africains ont fait un préalable à toute signature définitive de l'accord de la COP21 ?

Vous le constatez, monsieur le Premier ministre, le temps presse, le monde nous regarde. Pouvez-vous nous apporter quelques éléments rassurants sur les négociations, voire sur ce que serait l'accord définitif ? Il ne faudrait pas que la fierté que nous avons eue à accueillir cette grande conférence internationale et que notre ambition partagée de réussite se traduisent par une semi-réussite ou, pire, un échec, qui serait catastrophique pour la mobilisation de nos concitoyens et leur sensibilisation aux questions environnementales.

Pire encore : cela mettrait un coup de frein terrible à nos ambitions et à notre combat ô combien nécessaire pour préserver la planète. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes.

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Monsieur le député, vous soulignez à juste titre l'importance pour l'Afrique de la négociation en cours sur le climat.

L'accord de Paris sur le climat doit évidemment être conclu avec l'ensemble des parties, les pays avancés, les pays émergents – principaux responsables passés et à venir des émissions de gaz à effet de serre – mais aussi avec et pour les pays vulnérables, les plus pauvres, ceux qui ont le moins contribué au changement climatique mais qui, souvent, en subiront le plus durement les conséquences.

Les pays d'Afrique comptent évidemment parmi ces pays qui sont au cœur de nos préoccupations. L'Afrique ne fait pas que subir le changement climatique, elle se mobilise afin de trouver des solutions, comme elle l'a prouvé pendant toute la préparation de cette conférence. Des entrepreneurs, des ingénieurs, des chercheurs ont montré qu'ils pouvaient construire un modèle de croissance en Afrique sans carbone et sans pauvreté. Cette « Afrique des solutions » est en marche et les contributions nationales qui ont été publiées par l'immense majorité des Etats africains témoignent du sens des responsabilités de ce continent.

Elles sont aussi, vous l'avez dit, un appel à la solidarité. À juste titre, vous avez appelé l'attention sur l'initiative soutenue par Jean-Louis Borloo concernant l'électrification de l'Afrique. C'est aussi le sens du sommet « Défi climatique et solutions africaines » que le Président de la République et quinze chefs d'État africains ont organisé le 1er décembre, pendant le sommet de Paris, afin de promouvoir des initiatives concrètes, dont deux en particulier.

La première concerne les énergies renouvelables. L'objectif est l'installation de 10 gigawatts supplémentaires issus de ces dernières sur le continent africain d'ici 2020. La France y consacrera deux milliards d'euros. Cela va évidemment tout à fait dans le sens de l'initiative en faveur de l'électrification défendue par Jean-Louis Borloo.

La seconde vise à aider les populations des pays les plus vulnérables, notamment en Afrique, à faire face aux catastrophes climatiques, grâce aux prévisions météorologiques ou à celles des catastrophes naturelles comme les inondations. Il s'agit de sauver des vies ! Nous avons décidé d'y consacrer 100 millions.

M. Bernard Accoyer. Et que faites-vous de Fessenheim ?

Données clés

Auteur : [M. Laurent Degallaix](#)

Circonscription : Nord (21^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3437

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [10 décembre 2015](#)